

PRÉFECTURE DES YVELINES

ARRETE

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE
Bureau de l'Environnement

LE PREFET DES YVELINES,
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,

Vu le code de l'environnement ;

Vu le décret du 20 mai 1953 modifié constituant la nomenclature des installations classées ;

Vu le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié ;

Vu le décret n° 83.1025 du 28 novembre 1983 modifié concernant les relations entre l'administration et les usagers ;

Vu le récépissé en date du 13 février 1997 donnant acte à la société NOVARCHIVE, dont le siège social est situé 22-28 rue Henri Barbusse, 92110 Clichy, de sa déclaration relative à l'exploitation, sur la commune de Buchelay, en zone industrielle des Closeaux, 4 rue des champs odés, de l'activité suivante, soumise à déclaration au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement :

- ♦ **1510-2** - Entrepôts couverts dont le volume est supérieur ou égal à 5.000 m³, mais inférieur à 50.000 m³

Vu l'arrêté préfectoral en date du 15 juin 1999 autorisant la société NOVARCHIVE, dont le siège social est situé 22-28 rue Henri Barbusse, 92110 Clichy, à exploiter des installations classées (extension), sur la commune de Buchelay, zone industrielle des closeaux, 4 rue des champs odés, les activités sont répertoriées sous les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées :

Activité soumise à autorisation :

- ♦ **1530-1** - Dépôt de bois, papier, carton ou matériaux combustibles analogues, la quantité stockée étant supérieure à 20.000 m³ (Bât. B1 : 4.800 m³ – Bât. B2 : 5.000 m³ – Bât. B3 : 15.600 m³)

Activité soumise à déclaration :

- ♦ **1510** – Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteurs et de leur remorque et des établissements recevant du public. Le volume des entrepôts étant supérieur ou égal à 5.000 m³, mais inférieur à 50.000 m³ (25.400 m³ – 8930 tonnes)

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 20 juillet 2007, suite à sa visite sur le site le 26 juin 2007 ;

Considérant que lors de l'inspection, l'exploitant n'a pu justifier la présence d'une vanne d'isolement hydraulique du site ;

Considérant qu'afin de prévenir une pollution des eaux et des sols, il est indispensable de pouvoir confiner sur le site, en cas d'incendie, les eaux d'extinction déversées potentiellement chargées en polluants ;

Considérant que le confinement des eaux est réalisé au moyen d'un bassin de rétention dont l'exutoire est obturé par une vanne ;

Considérant que, dans la mesure où le dispositif de confinement des eaux d'incendie ne serait pas équipé d'une vanne, les eaux déversées en cas d'incendie, susceptibles d'être polluées, ne feraient que transiter par le bassin de rétention avant d'atteindre le milieu ;

Considérant que l'exploitant ne respecte pas l'article 3.3 – chapitre I – Titre 3 de l'arrêté préfectoral du 15 juin 1999 ;

Considérant qu'il convient en conséquence de faire application des dispositions de l'article L.514-1 du code de l'environnement ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture :

A R R E T E

Article 1^{er} : La société NOVARCHIVE, dont le siège social est situé 22-28, rue Henri Barbusse - 92110 Clichy, est **mise en demeure**, pour son établissement situé sur la commune de Buchelay, 4 rue des champs odés, dans le délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, de satisfaire aux prescriptions de l'article 3.3 – chapitre I – Titre 3 de l'arrêté préfectoral du 15 juin 1999, relatives à l'isolement du site, et d'en transmettre les justificatifs à l'inspection des installations classées.

Article 2 : Si l'exploitant n'obtempère pas à l'injonction signifiée dans le délai imparti, il pourra être pris à son encontre les sanctions pénales et administratives prévues par le code de l'environnement - livre V - titre 1^{er}.

Article 3 : Délai et voie de recours (article L.514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture, la sous-préfète de Mantes-la-Jolie, le maire de Buchelay, le directeur départemental de la sécurité publique des Yvelines, le directeur régional de la recherche, de l'industrie et de l'environnement d'Ile-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 1 AOUT 2007

Le Préfet,

Et par délégation
La Secrétaire Générale Adjointe
Chargée de la Cohésion Sociale et de la Politique de la Ville
Dominique LASSUS-MENVIELLE